

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Réactions au démantèlement de Calais

1. Le démantèlement de Calais est en soi (à l'exception des Calaisiens) assez peu le sujet : ce qui préoccupe l'opinion sont **les conséquences** - « *les migrants qui arrivent dans les villages* » : où vont-ils ? comment ça se passe ? - **et plus largement nos capacités et conditions d'accueil des réfugiés**.

Comme depuis le début de la crise les gens **voudraient ne pas refuser ces arrivées** - cela soulagerait davantage leur conscience que d'avoir à ériger des barrières - **cherchent une solution mais ne la voient pas** : « *Ça me perturbe car je vois ces pauvres gens qui arrivent et on a du mal à les accueillir* ». « *Le problème des migrants est insoluble. Parce que soit vous fermez les frontières et personne ne rentre, soit vous les ouvrez mais comment faire pour le logement les emplois...* ».

Le rejet net et assumé reste minoritaire, d'où aussi une distance face aux discours qui s'y complaisent trop sans chercher de solution : « *Tous ces réfugiés je trouve ça tellement désolant, et ça me perturbe les propos que tient Nicolas Sarkozy par rapport à ça, ce qu'il promet au Français ; l'immigration c'est un sujet important à l'heure actuelle* ».

2. Il reste **deux questions principales non-résolues** aux yeux de l'opinion :

- **L'intégration des migrants peut-elle se faire sans diviser plus encore une société déjà tendue ?**

De nombreuses réflexions témoignent de cette crainte, s'appuyant sur des histoires entendues : « *J'ai entendu qu'on avait mis dans un village de 500 habitants 25 migrants de Calais, et ça va partager le village en 2, ceux qui étaient d'accord et ceux qui étaient opposés, et le maire ne demande pas l'accord des villageois* » ; ou relayant des témoignages vécus : « *Arès est une commune tranquille du bassin d'Arcachon. Le maire a appris par les médias que sa commune était destinataire de migrants, à une réunion il demande au préfet des explications qui répond abruptement "cela ne vous regarde pas !". Mais le maire est dans son droit de se soucier de l'arrivée d'une cinquantaine de jeunes hommes étrangers même hébergés dans un lieu privé ! La municipalité vexée a voté un refus symbolique d'accueil, alors que des équipes de bénévoles se manifestaient déjà. C'est la cause d'une division qui aurait pu être évitée* ».

Il serait utile de pouvoir **illustrer des exemples d'installation fluide au sein d'une communauté locale**, de réfugiés réellement « accueillis » (au-delà des murs du CAO), pour contrebalancer les histoires crispantes d'installations qui semblent se faire « de force » ou en partie cachées.

- **Cela va-t-il entraîner une diversion des moyens et de l'attention accordée à ceux qui en ont besoin ?** Il s'agit de la principale de réticence - les exemples se trouvent par centaines. *« Ça m'a marqué parce que moi je vois les jeunes qui sortent des études on leur ne donne rien, alors que les réfugiés on leur donne un toit, de l'argent et de la nourriture. Mais les jeunes qui sortent des études je les vois certain ont besoin de faire de la mendicité. Il y a des incohérences ».*

Les gens sont souvent mal à l'aise devant cette concurrence des pauvretés : *« Les migrants. Ça me fait mal au cœur pour eux car il y a des abrutis qui font la guerre, pourquoi c'est nous qui devons régler ces problèmes ».* Mais elle revient sur tous les sujets : *« La semaine dernière c'était la semaine bleue, soi-disant il y a trop de gens en France qui sont tout seuls alors qu'on s'occupe des étrangers, et les personnes seules en France on ne s'en occupe qu'une fois par an ».*

Souvent relayée par la presse locale : *« J'ai appris que certains migrants étaient nourris et blanchis dans la presse locale, à côté de ma ville on leur a trouvé des maisons alors que pour les SDF depuis des années rien du tout ».* Ou attachée à des histoires personnelles : *« Ma mère de 84 ans développe une maladie d'Alzheimer et se retrouve seule dans l'Hérault. Je n'arrive pas à trouver un EHPAD : les services sociaux me signalent ses errances mais aucun ne veut se mouiller en appuyant mes demandes. En France pourtant on gère en urgence l'hébergement pour les étrangers et avec toutes les aides qui s'en suivent. Si ce n'est pas possible d'attendre un peu d'humanité et d'aide, donnez-moi la marche à suivre pour être déchue de la nationalité française et obtenir une de celles où on l'obtient gratuitement et rapidement avec beaucoup d'associations qui nous aident... Le social n'a-t-il que le nom, et surtout est-il encore valable pour les Français ? ».*

Il paraît important de traiter plus explicitement ce point : faut-il **compléter l'actualité de Calais par une séquence sociale visible d'attention aux plus faibles**, y compris dans un parallélisme des formes (présence du PR) ? A minima, compte tenu de l'ampleur prise par cette idée, **redire l'évidence** : les aides ouvertes aux réfugiés ne privent personne des aides auxquels il a légitimement droit - et on ne règlera rien en opposant un malheur à un autre.

Parfois ces deux questions non-résolues, ressenties en même temps, se fusionnent... *« Le sujet pour les migrants, il y a déjà des gens en difficulté tous les jours, des jeunes, des vieux, et tout ça mène à un complot pour que les gens deviennent méchants et qu'il y ait une guerre civile ».*

3. Enfin on voit dans les verbatims que les **messages de bases** méritent d'être constamment répétés :

- redire **encore et toujours qui sont ces personnes, que fuient-elles** ; redonnant une légitimité à leur démarche ici : *« On ne parle jamais des vrais problèmes. On caricature les migrants sans parler de la réalité, pourquoi ils fuient leurs pays, les vraies causes du problème » ;*
- rappeler que nous **n'agissons pas seulement sur les conséquences mais aussi les causes**, sur place et au niveau européen : *« Ils vont démanteler et repartir les migrants en France. C'est une bêtise : les migrants vont se retrouver dans des villages sans travail, et quelques temps plus tard une autre jungle de Calais va se former. Parce qu'on traite la conséquence mais pas la cause du problème. Il faudrait être capable de décider qui rentre et qui ne rentre pas, il y a un problème au niveau de l'Europe ».*